

Bern, le 9 décembre 1981

14. Dezember 1981

Rapport au Conseil fédéral

AELE - Conférence ministérielle 26-27 novembre 1981, Genève

Département de l'économie publique. Proposition du
9 décembre 1981 (annexe)

Conformément à la proposition, le Conseil fédéral

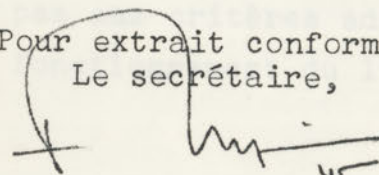
d é c i d e :

Il est pris acte du rapport de la conférence ministérielle de l'AELE.

Extrait du procès-verbal (sans annexes à la proposition):

- EVD 5 pour exécution
- EDA 6 pour connaissance
- EFD 7 " "
- EFK 2 " "
- FinDel 2 " "

Pour extrait conforme:
Le secrétaire,



La situation économique générale

Le péril du chômage et de l'inflation retint l'attention des Ministres et ceux-ci s'inquiétèrent de la stagnation de l'économie mondiale. Mais ils reconnurent aussi que, dans les pays de l'AELE, la situation est meilleure que dans la plupart des autres pays industrialisés. Ils réaffirmèrent la nécessité de poursuivre les efforts au niveau international pour retrouver une croissance stable et soulignèrent l'importance dans ce processus des politiques d'ajustement structurel. En général, les Ministres s'accordèrent à reconnaître que l'on pouvait s'attendre à une reprise pour les pays de l'OCDE dans le courant de l'an prochain. Au cours de son intervention (voir annexe), la délégation suisse analysa les facteurs qui influencent la situation économique actuelle et estima, tout



EIDGENÖSSISCHES VOLKSWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT
 DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE L'ÉCONOMIE PUBLIQUE
 DIPARTIMENTO FEDERALE DELL'ECONOMIA PUBBLICA

2520.1

Distribué

Berne, le 9 décembre 1981

Ne va pas à la presse

Rapport au Conseil fédéral

AELE - Conférence ministérielle
26-27 novembre 1981, Genève

Les Conseils de l'AELE siégèrent à Genève au niveau ministériel les 26 et 27 novembre sous la présidence du Ministre autrichien du commerce, M. J. Staribacher. Cette réunion, au cours de laquelle les Ministres évaluèrent les perspectives économiques avec un optimisme modéré, fut marquée par un important débat concernant les relations économiques extérieures, tant au sein du système européen de libre-échange qu'avec la Yougoslavie. En outre, les Ministres discutèrent des aides gouvernementales qui peuvent, si elles ne répondent pas aux critères admis d'un commun accord, mettre en danger le fonctionnement du libre-échange.

La situation économique générale

Le péril du chômage et de l'inflation retint l'attention des Ministres et ceux-ci s'inquiétèrent de la stagnation de l'économie mondiale. Mais ils reconnurent aussi que, dans les pays de l'AELE, la situation est meilleure que dans la plupart des autres pays industrialisés. Ils réaffirmèrent la nécessité de poursuivre les efforts au niveau international pour retrouver une croissance stable et soulignèrent l'importance dans ce processus des politiques d'ajustement structurel. En général, les Ministres s'accordèrent à reconnaître que l'on pouvait s'attendre à une reprise pour les pays de l'OCDE dans le courant de l'an prochain. Au cours de son intervention (voir annexe), la délégation suisse analysa les facteurs qui influencent la situation économique actuelle et estima, tout

comme ses partenaires, que l'on pouvait faire preuve d'un optimisme modéré pour son évolution à moyen terme. Elle s'attacha cependant à expliquer les périls que recèle la poussée inflationniste, dont les effets sont notamment sensibles dans notre pays et rappela que la lutte contre l'inflation était une condition à un retour vers un marché plus sain qui devrait faciliter un renforcement de l'activité économique au niveau mondial et par là améliorer la situation de l'emploi.

Relations économiques extérieures

Les Ministres se félicitèrent tout d'abord des résultats du Sommet de Cancun et de la décision prise deux jours auparavant par les PARTIES CONTRACTANTES de convoquer une réunion ministérielle du GATT l'an prochain; ils réitérèrent leur détermination de lutter contre le protectionnisme. Plusieurs délégations exposèrent en outre leurs vues sur la négociation au sujet du renouvellement de l'accord multifibres. C'est ainsi que la Norvège annonça qu'elle envisageait d'y adhérer si les négociations en cours devaient aboutir à un résultat positif. Mais l'essentiel du débat porta sur le système européen de libre-échange et sur les relations avec la Yougoslavie.

En ce qui concerne le premier, les Ministres abordèrent deux catégories de problèmes, le fonctionnement du système et l'élargissement des Communautés. Ils prirent connaissance avec déception du blocage, au sein de la Communauté, de la discussion au sujet de l'amélioration des règles d'origine et la délégation suisse incita ses partenaires à effectuer, comme elle venait elle-même de le faire, des démarches auprès des autorités françaises afin de tenter de les faire changer de position.

Le Ministre portugais fit un rapport à ses collègues sur l'évolution de la négociation d'adhésion de son pays à la Communauté. Il indiqua que des progrès non négligeables avaient été accomplis mais qu'il restait plusieurs points importants à régler. Parmi ceux-ci figurent les affaires sociales pour lesquelles le Portugal demande la pleine application des dispositions du Traité de Rome dès son adhésion, y compris pour les travailleurs

migrants et celle du textile portugais que la Communauté voudrait soumettre durant une période transitoire à un régime spécial. Le Ministre portugais assura ses partenaires que son pays ne ferait aucune proposition à Bruxelles concernant ses futures relations avec les pays de l'AELE, sans en avoir pleinement discuté avec eux auparavant.

Dans sa déclaration (voir annexe), la délégation suisse affirma que l'adhésion du Portugal à la Communauté ne devrait pas soulever de problèmes particulièrement difficiles. En ce qui concerne l'Espagne par contre, elle insista sur les besoins d'obtenir pour les pays de l'AELE un calendrier de démantèlement tarifaire identique à celui qui sera appliqué à la Communauté. Toute exception à ce principe aurait des conséquences sérieuses. Cette opinion ne fut pas contestée par nos partenaires.

La discussion sur les relations avec la Yougoslavie quant à elle se basa sur une proposition faite récemment par ce pays dans le cadre du Comité mixte AELE-Yougoslavie au sujet de la conclusion d'un accord-cadre conforme au GATT, qui devrait associer plus étroitement ce pays européen non aligné et en développement à ses partenaires de l'AELE. La délégation autrichienne eut des paroles particulièrement chaleureuses à l'égard de cette proposition et le Président suggéra que des discussions concrètes s'engagent prochainement. Il releva cependant que l'on ne connaissait pas encore les vœux yougoslaves avec précision et qu'il conviendrait d'éclaircir les doutes qui subsistent. L'attitude de la délégation autrichienne ne correspondit pas à celle des autres pays de l'AELE qui se montrèrent beaucoup plus circonspects. Plusieurs délégations, notamment celle de la Suisse et de la Finlande, rappelèrent qu'il n'était pas certain que l'on ait épuisé les possibilités offertes par la forme que revêtent actuellement les relations entre les pays de l'AELE et la Yougoslavie et que, de toute façon, un accord conforme au GATT soulèverait la question de la réciprocité. Il conviendra donc d'examiner toute cette question avec soin avant de poursuivre les contacts avec la Yougoslavie.

Activités de l'Association

Le Ministre finlandais fit un réquisitoire éloquent contre le recours abusif aux aides gouvernementales dans un système de libre-échange et souligna avec vigueur que de telles pratiques peuvent le vider de sa substance. Il fut soutenu par la délégation suisse qui releva l'importance de poursuivre sur une base annuelle l'examen des aides gouvernementales au sein de l'AELE afin de déterminer si elles correspondent aux critères énumérés dans la Convention de Stockholm.

Le Ministre portugais attira l'attention de ses collègues sur une demande faite récemment par son pays de prolonger le régime spécial prévu par la Convention de Stockholm pour la protection des industries naissantes dans son pays durant une période de cinq ans au-delà de la date limite actuelle de 1985. La délégation suisse releva qu'il s'agissait d'un problème bien connu au sein de l'Association mais que, contrairement à ce qui avait été le cas par le passé, il fallait considérer cette affaire dans le cadre plus général des négociations d'adhésion du Portugal à la Communauté.

Les délégations suisse et islandaise firent part aux autres membres de l'Association de la signature en marge de la conférence d'un accord bilatéral au titre de l'article 23 de la Convention concernant le commerce de produits de la pêche entre les deux pays. Cet accord consolide le régime dont bénéficie actuellement l'Islande sur le marché suisse. Au terme de la Convention de Stockholm, les concessions douanières sont étendues à tous nos partenaires de l'Association.

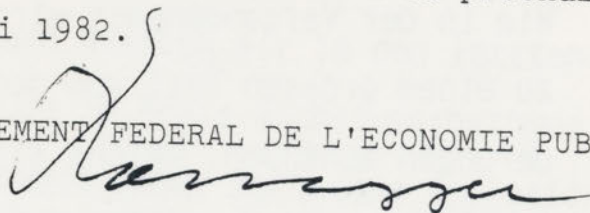
Le Ministre islandais annonça que ses autorités demandaient de pouvoir introduire, conformément à l'article 20, un dépôt temporaire à l'importation pour certains types de meubles. Cette affaire sera traitée au niveau des représentants permanents.

Comité consultatif et Comité des parlementaires

Les Ministres prirent connaissance du rapport sur les récentes réunions de ces deux organes. Le second tiendra sa prochaine séance à Bâle, du 3 au 5 mai 1982.

DEPARTEMENT FEDERAL DE L'ECONOMIE PUBLIQUE

ALLGEMEINE WIRTSCHAFTSLAGE



Seit unserer letzten Begegnung vor sechs Monaten hat sich die allgemeine Weltwirtschaftslage kaum verändert. Trotz einiger ermutigender Zeichen - etwa das Sinken der amerikanischen Zinssätze und das Einfrieren der Ölpreise bis Ende 1982 - muss man feststellen, dass das konjunkturelle Klima eher gedrückt und unsicher bleibt.

Die beiden Hauptprobleme, welchen sich die industrialisierte Welt gegenüber sieht, nämlich die Inflation und die Arbeitslosigkeit, bleiben ungelöst. Wohl hat die Inflation in einigen Ländern abgenommen. Unglücklicherweise macht sie aber Sprünge nach oben in anderen Ländern, worunter leider auch in der Schweiz. Eine solche Entwicklung ist mit Gefahren verbunden, denn eine Volkswirtschaft, welche inflationärem Druck unterliegt, sieht nicht nur ihre Randvorfreiheit in Bezug auf die Wirtschaftspolitik, sondern auch die Wettbewerbsfähigkeit und Wachstumsaussichten dahinschwinden. Es gilt deshalb besonders darauf zu achten, dass die Inflation nicht nur in den grossen, sondern auch in den EFTA-Ländern unter Kontrolle gebracht wird. Nur unter dieser Bedingung wird es uns möglich sein, eine gesunde Basis für eine florierende Wirtschaft zu schaffen.

Annexes mentionnées

+ un communiqué de presse

Schweizerische Erklärung

ALLGEMEINE WIRTSCHAFTSLAGE

Seit unserer letzten Begegnung vor sechs Monaten hat sich die allgemeine Weltwirtschaftslage kaum verändert. Trotz einiger ermutigender Zeichen - etwa das Sinken der amerikanischen Zinssätze und das Einfrieren der Oelpreise bis Ende 1982 - muss man feststellen, dass das konjunkturelle Klima eher gedrückt und unsicher bleibt.

Die beiden Hauptprobleme, welchen sich die industrialisierte Welt gegenüber sieht, nämlich die Inflation und die Arbeitslosigkeit, bleiben ungelöst. Wohl hat die Inflation in einigen Ländern abgenommen. Unglücklicherweise macht sie aber Sprünge nach oben in anderen Ländern, worunter leider auch in der Schweiz. Eine solche Entwicklung ist mit Gefahren verbunden, denn eine Volkswirtschaft, welche inflationärem Druck unterliegt, sieht nicht nur ihre Manövrierefreiheit in Bezug auf die Wirtschaftspolitik, sondern auch die Wettbewerbsfähigkeit und Wachstumsaussichten dahinschwinden. Es gilt deshalb besonders darauf zu achten, dass die Inflation nicht nur in den grossen, sondern auch in den EFTA-Ländern unter Kontrolle gebracht wird. Nur unter dieser Bedingung wird es uns möglich sein, eine gesunde Basis für eine florierende Wirtschaft zu schaffen.

- 2 -

Wie in der Vergangenheit wird die Entwicklung der Konjunktur zu einem grossen Teil von den positiven oder negativen Veränderungen abhängen, welche sich in der Wirtschaft der Vereinigten Staaten in den kommenden Monaten abzeichnen werden. Auf der einen Seite stellt man fest, dass die restriktive Geldpolitik, welche von den amerikanischen Behörden mit Nachhalt verfolgt wird, ihre Wirkungen zeitigt. Auf der andern Seite erscheint das Problem des Budgetdefizits ungelöst. Es ist deshalb riskiert, Voraussagen zur Wirtschaftsentwicklung in den USA zu wagen.

Die beiden andern wichtigen Akteure auf der Weltwirtschaftsszene, Japan und die Europäische Gemeinschaft, befinden sich in einer unterschiedlichen Lage. Japan erzielt gute Resultate in seinem Kampf gegen die Inflation und verfolgt konsequent seine Anpassungspolitik. Demgegenüber bleibt in den Mitgliedstaaten der Gemeinschaft die Wirtschaftsaktivität schwach, die Arbeitslosigkeit wächst und der Preisanstieg geht weiter.

Dennoch scheinen die weltweiten Perspektiven für die unmittelbare Zukunft besser zu sein, als man noch vor kurzem angenommen hat. Die EFTA-Staaten haben den zweiten Oel-schock besser als ihre wichtigsten europäischen Handelspartner überstanden. Auch in Bezug auf den Arbeitsmarkt stehen wir besser da. So beträgt die Arbeitslosigkeit z.B. in

der Schweiz nur etwa 0,2 %. Auch stellen wir in den letzten Monaten eine gewisse Verlangsamung im Preis-Wachstumsrhythmus fest. Allerdings weist die Schweiz immer noch eine Inflation von etwas mehr als 7 % aus. Der Kampf gegen die Inflation bleibt wie in der Vergangenheit eines der wichtigen Ziele der Politik der EFTA-Länder.

Wenn man die Wirtschaftslage näher untersucht, kann man nicht umhin, sich etwas bei den monetären Problemen aufzuhalten. Der Wiederanstieg des Dollars ist relativ brüsk zu einem Ende gekommen und die amerikanische Währung ist zum Beispiel gegenüber dem Schweizerfranken auf ein Niveau zurückgefallen, welches demjenigen des vergangenen Jahres vergleichbar ist. Es ist offenkundig, dass solche erratische Bewegungen schwer auf der Weltwirtschaft lasten. Sie vergrössern das Unsicherheitselement, welches sich so nachteilig auf Entscheidungen im Investitionsbereich auswirken kann. Die Anpassungen, welche das europäische Währungssystem erfahren hat, bewiesen die Funktionsfähigkeit als Stabilisierungsinstrument für den Devisenmarkt und bestätigten, dass das Europäische Währungssystem seine Rolle auch unter schwierigen Umständen zu spielen vermag.

Zum Schluss kommend glaube ich, dass man sich für die Zukunftsbeurteilung durchaus gemässigt optimistisch zeigen darf. Dieser Optimismus darf hingegen nicht zum Nachlassen in jenen Bemühungen führen, welche darauf hinzielen, durch den Kampf

gegen die Inflation die Wiederkehr zu gesünderen Bedingungen zu erreichen. Damit soll ein erneutes Erstarren der Wirtschaftstätigkeit auf weltweiter Ebene erleichtert und damit auch eine Verbesserung der Beschäftigungslage erreicht werden.

Schweizerische Erklärung

AUSSENWIRTSCHAFTSBEZIEHUNGEN

Seit unserem letzten Zusammentreffen sind die Weltwirtschaftsbeziehungen von zwei grossen Ereignissen gekennzeichnet worden, nämlich von den Gipfeltreffen von Ottawa und von Cancun. Die Schweiz kann sich nur darüber freuen, dass an beiden Konferenzen ein Geist der Verständigung vorgeherrscht hat. Solche Treffen mit beschränkter Beteiligung können wohl Impulse für Verhandlungen auf anderen Ebenen geben. Sie vermögen jedoch nicht darüber hinwegzutäuschen, dass das System der internationalen Wirtschaftsbeziehungen nur dann in zufriedenstellender Weise funktionieren kann, wenn alle Beteiligten, seien sie gross oder klein, sich an die gemeinsam vereinbarten Regeln halten.

Aus diesem Grunde dürfte die Entscheidung richtig sein, welche die Vertragsparteien des GATT eben getroffen haben, nämlich sich im kommenden Jahr auf Ministerebene zu treffen. Es muss aber alles getan werden, damit dieses Treffen zu substantiellen Ergebnissen kommt. Es darf nicht bei Bestätigungen von bisher Erreichtem und allgemeinen Willenserklärungen bleiben, sondern es müssen vielmehr konkrete und spezifische Aktionen vereinbart werden, welche in direktem Zusammenhang mit dem Funktionieren des GATT stehen. Ich denke dabei vor allem an die Regelung von

- 2 -

Fragen, welche von der Tokiorunde offengelassen wurden, an die weitere Verbesserung und Vertiefung der GATT-Regeln, vor allem in gewissen Schlüsselsektoren und vielleicht sogar an eine Erweiterung ihres Anwendungsfeldes. Diese Arbeiten sollten es auch erlauben, die Entwicklungsländer besser in das Welthandelssystem einzufügen.

Die Erreichung solcher Ziele wird bestimmt keine einfache Sache sein. Kleinere und mittlere Länder wie die EFTA-Staaten sind aufgerufen, eine aktive Rolle zu spielen. Es scheint mir aus diesem Grunde wichtig zu sein, dass wir das Forum der EFTA dazu benützen, uns gegenseitig zu informieren, unsere Ideen auszutauschen und wenn immer möglich auch gemeinsame Positionen zu erarbeiten. Einzig ein seriöses Engagement von unserer Seite wird es uns erlauben, in den kommenden Diskussionen unsere Stimme vernommen zu lassen. Je einiger wir sind, umso mehr wird diese Stimme vernommen werden.

Gewisse Seiten haben Befürchtungen darüber geäußert, dass sich die GATT-Ministerkonferenz und die Nord-Süd Globalverhandlungen gegenseitig konkurrenzieren. Ich selber teile diese Zweifel nicht, vorausgesetzt dass dem unterschiedlichen Charakter der beiden Verhandlungen vollumfänglich Rechnung getragen wird. Für die Globalverhandlungen gilt im übrigen das gleiche wie für die Ministertagung des GATT; das heisst beide bedürfen für ihren Erfolg

einer sorgfältigen Vorbereitung, insbesondere was die Industrieländer anbelangt, im Rahmen der OECD.

Im europäischen Rahmen kommt der Frage der Erweiterung der Gemeinschaft immer grössere Bedeutung zu. Es ist wichtig, dass die EFTA-Staaten sich noch vertiefter dieser Frage widmen. Wir wünschen doch alle, dass die Uebergangsperiode, welche sich dem EG-Beitritt Portugals und Spaniens anschliessen wird, so harmonisch wie möglich ablaufen soll.

Die langjährige fruchtbare Zusammenarbeit mit unseren portugiesischen Freunden wird nach meiner Ueberzeugung auch nach deren Austritt aus der EFTA fortgesetzt werden. Zu ihrer Sicherstellung ist es allerdings nötig, dass wir uns über die Fragen im Klaren sind, welche es mit der Gemeinschaft zu behandeln gibt. Ich sehe für meinen Teil keine, welche besondere Schwierigkeiten bereiten sollten. Bezüglich Spanien sollte der Zollabbaukalender für die EFTA-Staaten und für die Gemeinschaft identisch sein. Jede Ausnahme von diesem Prinzip könnte schwerwiegende Folgen haben. Aus diesem Grunde begrüssen wir, dass die Arbeiten über die Frage der Erweiterung im Rahmen unserer Assoziation begonnen haben. Es ist wichtig, dass wir sie mit Umsicht führen, damit wir möglichst bald in der Lage sind, der Gemeinschaft die Prinzipien mitzuteilen, welche wir den Bestimmungen über die Uebergangsperiode zugrunde legen wollen.

- 4 -

Unsere Beziehungen mit der Gemeinschaft beschränken sich wohlverstanden nicht nur auf Fragen, welche die Erweiterung betreffen. Wir legen grossen Wert auf die weitere Verfolgung der Arbeiten auf zwei Gebieten, welche das Funktionieren des Freihandelssystems beeinflussen: Die Ursprungsregeln und die nichttarifarischen Handelshemmnisse, im besondern die technischen Handelshemmnisse. Was die ersteren anbelangt, so sind es mittlerweile sechs Jahre her, seit wir versuchen, diese Ursprungsregeln zu verbessern. Wenn es auch zeitraubend und schwierig ist, muss unser Kampf fortgesetzt werden. Dies liegt im wohlverstandenen allgemeinen Interesse. Die nichttarifarischen Handelsschranken ihrerseits erhalten im Rahmen des Freihandelssystems zunehmende Bedeutung. Die Schweiz ist entschlossen, an jeder konkreten Aktion mitzuwirken, welche darauf abzielt, die bestehenden Handelsschranken abzuschaffen oder die Entstehung neuer zu verhindern.

In einer schwierigen Zeit wie derjenigen, welche wir heute vor uns haben, ist die Aufrechterhaltung und die Verbesserung des Freihandels nicht immer sehr einfach. Die Versuchung ist gross, diesem oder jenem Industriezweig besonderen Schutz zukommen zu lassen. Solchen Tendenzen gilt es innerhalb unserer Assoziation wie im europäischen Freihandelssystem und auf weltweiter Ebene zu widerstehen. Vorsorgen ist gerade in dieser Hinsicht besser als heilen.



Bulletin de presse de l'AELE paraissant plusieurs fois par an

EUROPEAN FREE TRADE ASSOCIATION
ASSOCIATION EUROPÉENNE DE LIBRE-ÉCHANGE

9-11 RUE DE VAREMBE - 1211 GENEVA 20 - SWITZERLAND - TELEPHONE 34 90 00

27. 11. 1981

18/81/F

MINISTERTAGUNG DES EFTA- UND FINEFTA-RATES

Genf, 26. und 27. November 1981

KOMMUNIQUE

Inoffizielle deutsche Übersetzung; massgebend
ist der englische Wortlaut des Kommuniqués

Der EFTA- und FINEFTA-Rat trat am 26. und 27. November unter dem Vorsitz des österreichischen Bundesministers für Handel, Gewerbe und Industrie, Dr. Josef Staribacher, in Genf auf Ministerebene zusammen.

Die Minister brachten ihre Besorgnis über die Wirtschaftslage in Industriestaaten zum Ausdruck, die weiterhin durch langsames Wachstum, hohe und steigende Arbeitslosigkeit, fortdauernden Inflationsdruck und Abschwächung des Welthandels gekennzeichnet ist. Sie stellten insbesondere fest, dass die vorhergesagte Erholung der weltweiten Nachfrage während des laufenden Jahres nicht erfolgt ist. Die jüngsten Wechselkursschwankungen erhöhen noch die allgemeine Ungewissheit bezüglich der Konjunktorentwicklung. Diese Ungewissheit hemmt produktive Investitionen und verschlechtert die allgemeine Beschäftigungslage. Die Minister brachten ihre Besorgnis über diese Lage zum Ausdruck und unterstrichen die Bedeutung konsequenter internationaler Bemühungen, insbesondere unter dem ausreichend breitgestreuten Einsatz eines wirtschaftspolitischen Instrumentariums, zur Wiederherstellung eines nicht von Inflation begleiteten Wachstums. Die Strukturanpassung wurde als wesentliches Element dieser Strategie betrachtet. Die Minister stellten jedoch fest, dass für das OECD-Gebiet als Ganzes eine Erholungsphase im kommenden Jahr erwartet wird.

Trotz mässiger internationaler Nachfrage werden die Gesamtexporte der EFTA 1981, auf Jahresbasis berechnet, voraussichtlich volumenmässig geringfügig ansteigen, während die Importe, haupt-

sächlich wegen zyklischer Faktoren, doch auch infolge von Einsparungen bei den Energieimporten, deutlich zurückgehen. Das in Dollar ausgedrückte Handelsbilanzdefizit der EFTA-Länder insgesamt verringerte sich während der ersten drei Quartale des laufenden Jahres trotz der sich weiterhin verschlechternden Handelsbedingungen der meisten EFTA-Länder fast auf die Hälfte. Die Aussenhandelsbilanzen haben sich somit im allgemeinen günstiger als erwartet entwickelt; die Minister vermerkten jedoch, dass die im Interesse eines ausgeglicheneren Wirtschaftswachstums fortgesetzte Bekämpfung der Inflation den Regierungen unter den gegenwärtigen Umständen nur geringen wirtschaftspolitischen Spielraum lässt. Sie äusserten ihre Besorgnis darüber, dass die Wirtschaftswachstumsraten in den EFTA-Ländern nicht ausreichen könnten, um die Beschäftigung auf ihrem gegenwärtigen, verhältnismässig hohen Stand zu halten.

Die Minister betonten, dass es in Anbetracht der gegenwärtigen wirtschaftlichen Schwierigkeiten umso wichtiger sei, dass die Grundsätze des liberalen Welthandelssystems von allen Ländern beachtet werden; sie bekräftigten neuerlich, dass sie sich voll und ganz zur Sicherung des offenen Systems des internationalen Handels bekennen. Sie forderten alle Regierungen auf, dem Druck zur Ergreifung protektionistischer Massnahmen in jeglicher Form zu widerstehen und den Welthandel betreffende Probleme innerhalb des bestehenden multilateralen Rahmens zu lösen. In diesem Zusammenhang begrüsst die Minister die in Aussicht genommene GATT-Ministertagung zwecks Prüfung des Funktionierens des multilateralen Handelssystems und Verstärkung der gemeinsamen Anstrengungen zur Stützung und Verbesserung des Systems zum Nutzen aller Völker sowie die neue, in der OECD erzielte Vereinbarung über Exportkredite. Die Minister bekräftigten ferner erneut ihre Entschlossenheit, die Handelsbeziehungen mit den Entwicklungsländern unter Berücksichtigung der besonderen Bedürfnisse der am wenigsten entwickelten dieser Länder zu verstärken. Sie vertraten die Meinung, dass die positive Atmosphäre, die durch die jüngst in Cancún abgehaltene Tagung geschaffen wurde, für die Suche nach einem Konsens bezüglich eines baldigen Beginns globaler Verhandlungen im Rahmen der internationalen wirtschaftlichen Entwicklungszusammenarbeit genutzt werden soll.

Im Rückblick auf die Aktivitäten der Assoziation während der letzten sechs Monate betonten die Minister die Bedeutung der EFTA-Zusammenarbeit und begrüsst die fortgesetzten Bemühungen, als wesentliche Ergänzung der Beseitigung von Zöllen und Kontingenten, die technischen und anderen nichttarifarischen Handelshemmnisse allgemein zu überwinden. Sie nahmen auch mit Interesse Berichte über Tagungen des Konsultativkomitees, des Komitees von Parlamentariern der EFTA-Länder, des Gemischten Ausschusses EFTA-

Jugoslawien und des gemäss dem Freihandelsabkommen zwischen den EFTA-Ländern und Spanien eingesetzten Gemischten Ausschusses zur Kenntnis.

Die Minister brachten auch ihre Befriedigung darüber zum Ausdruck, dass der Handel zwischen den sieben Ländern des europäischen Freihandelssystems eine Quelle der Stärke der Volkswirtschaften aller beteiligten Länder darstellt. Sie stellten fest, dass es für den europäischen Freihandel von Bedeutung ist, Massnahmen zu vermeiden, die zu einer Verzerrung des Wettbewerbs führen könnten, und begrüsst in diesem Zusammenhang die auf den Abbau technischer Handelshemmnisse gerichteten Bemühungen.

Die Freihandelsabkommen zwischen den EFTA-Ländern und der Gemeinschaft funktionieren weiterhin zufriedenstellend. Ihre Wirkung würde jedoch durch Vereinfachung der darin enthaltenen Ursprungsregeln verstärkt. Diese Regeln wirken sich direkt auf die Alltagspraxis von Industrie und Handel aus. Die Minister riefen in Erinnerung, dass die EFTA-Länder schon vor längerer Zeit konkrete Vorschläge zur Vereinfachung dieser Regeln unterbreitet haben, und brachten ihre Erwartung zum Ausdruck, dass die Europäische Gemeinschaft bald zu diesen Vorschlägen Stellung nehmen wird.

Das kürzlich abgehaltene Treffen von Delegationen des Komitees von Parlamentariern der EFTA-Länder und des Europäischen Parlaments wurde von den Ministern als weiterer Ausbau der Kontakte zwischen den EFTA-Ländern und der Europäischen Gemeinschaft begrüsst.

Auf Einladung der finnischen Regierung wird die nächste Tagung des EFTA- und FINEFTA-Rates auf Ministerebene am 4. Juni 1982 in Helsinki abgehalten werden.

Les ministres se sont déclarés préoccupés par la situation internationale du commerce international. Ils ont constaté en particulier que la reprise de la demande internationale qui avait été prévue ne s'est pas concrétisée durant l'année. * * * * * variations considérables des taux de change qui se sont produites récemment ne font qu'accroître l'incertitude générale face à l'évolution de l'activité économique. Cette incertitude compromet l'investissement productif et aggrave encore la situation de l'emploi en général. Les ministres ont exprimé leur inquiétude face à cette situation et ont insisté sur l'importance de ne pas relâcher les efforts fournis au niveau international et d'adopter une approche suffisamment large dans les politiques à suivre pour rétablir une croissance non inflationniste; stratégie pour laquelle l'adaptation structurelle est considérée comme un facteur clé. Mais les ministres ont aussi constaté que l'on prévoit une phase de reprise pour l'ensemble de la zone de l'OCDE au cours de l'année prochaine.



Bulletin de presse de l'AELE paraissant plusieurs fois par an

EUROPEAN FREE TRADE ASSOCIATION
ASSOCIATION EUROPÉENNE DE LIBRE-ÉCHANGE

9-11 RUE DE VAREMBE - 1211 GENEVA 20 - SWITZERLAND - TELEPHONE 34 90 00

le 27 novembre 1981

18/81/F

Réunion ministérielle des Conseils
de l'AELE
Genève, les 26 et 27 novembre 1981

Communiqué

Cette traduction du communiqué des ministres n'est pas officielle.
Seule fait foi la version originale en langue anglaise.

Les Conseils de l'AELE se sont réunis au niveau ministériel à Genève, les 26 et 27 novembre 1981, sous la présidence de M. Josef Staribacher, ministre autrichien du Commerce et de l'Industrie.

Les ministres se sont déclarés préoccupés par la situation économique des pays industrialisés, caractérisée par la persistance d'une faible croissance, un niveau de chômage élevé et croissant, des pressions inflationnistes ininterrompues et un ralentissement du commerce international. Ils ont constaté en particulier que la reprise de la demande internationale qui avait été prévue ne s'est pas concrétisée durant l'année. Les variations considérables des taux de change qui se sont produites récemment ne font qu'accroître l'incertitude générale face à l'évolution de l'activité économique. Cette incertitude compromet l'investissement productif et aggrave encore la situation de l'emploi en général. Les ministres ont exprimé leur inquiétude face à cette situation et ont insisté sur l'importance de ne pas relâcher les efforts fournis au niveau international et d'adopter une approche suffisamment large dans les politiques à suivre pour rétablir une croissance non inflationniste, stratégie pour laquelle l'adaptation structurelle est considérée comme un facteur clé. Mais les ministres ont aussi constaté que l'on prévoit une phase de reprise pour l'ensemble de la zone de l'OCDE au cours de l'année prochaine.

- 2 -

Malgré la faiblesse de la demande internationale, le volume des exportations totales de l'AELE pour l'ensemble de l'année 1981 devrait être en légère augmentation, alors que les importations sont en nette baisse en raison surtout de facteurs cycliques, mais aussi d'une réduction des importations d'énergie. Le déficit commercial combiné des pays de l'AELE exprimé en dollars des Etats-Unis a diminué de près de moitié au cours des trois premiers trimestres de l'année, en dépit de la détérioration continue des termes de l'échange dans la plupart des pays de l'AELE. Les balances extérieures ont ainsi observé en général une évolution plus positive que prévu, mais les ministres ont constaté que la lutte persistante contre l'inflation, dans l'intérêt d'une croissance économique plus équilibrée, laisse pour l'heure aux gouvernements peu de marge de manoeuvre en politique économique. Ils se sont inquiétés de ce que les taux de croissance économique des pays de l'AELE risquent d'être insuffisants pour maintenir l'emploi à son niveau actuel relativement élevé.

Les ministres ont souligné qu'en raison des difficultés économiques de l'heure il est d'autant plus important que tous les pays respectent les principes régissant le système libéral d'échanges mondiaux et ils ont réaffirmé leur entier attachement au maintien du système ouvert d'échanges mondiaux. Ils ont exhorté tous les gouvernements à résister aux pressions en faveur du protectionnisme sous toutes ses formes et à résoudre les problèmes touchant le commerce international au sein du cadre multilatéral existant. Dans ce contexte, les ministres ont accueilli avec satisfaction la décision de convoquer une réunion ministérielle du GATT pour examiner le fonctionnement du système commercial multilatéral et pour renforcer les efforts communs déployés en vue de soutenir et d'améliorer ce système au bénéfice de toutes les nations, ainsi que le nouveau consensus auquel est parvenue l'OCDE sur les crédits à l'exportation. Les ministres ont en outre réaffirmé leur détermination de renforcer les relations commerciales avec les pays en développement, en ayant présents à l'esprit les besoins spéciaux des moins avancés parmi eux. Ils sont d'avis qu'il faut tirer parti du climat positif créé par la récente réunion de Cancún en recherchant un consensus pour engager rapidement des négociations globales sur la coopération économique internationale pour le développement.

- 3 -

Passant en revue les activités de l'Association au cours des six derniers mois, les ministres ont souligné l'importance de la coopération au sein de l'AELE et salué les efforts continus entrepris pour surmonter en général les obstacles techniques et autres barrières non tarifaires aux échanges en tant que complément essentiel à la suppression des droits de douane et des contingents. Ils ont également pris note avec intérêt des rapports concernant les réunions du comité consultatif, du comité de parlementaires des pays de l'AELE, du comité mixte AELE-Yougoslavie et du comité mixte établi en application de l'accord de libre-échange conclu entre les pays de l'AELE et l'Espagne.

Les ministres se sont aussi montrés satisfaits de l'apport que les échanges entre les dix-sept pays du système européen de libre-échange fournissent à la vigueur des économies de tous les pays concernés. Ils ont pris note de l'importance qu'il y a pour le libre-échange européen d'éviter les mesures susceptibles de fausser le jeu de la concurrence et ont salué dans ce contexte les efforts visant à réduire les obstacles techniques aux échanges.

Les accords de libre-échange entre les pays de l'AELE et la Communauté continuent à fonctionner de manière satisfaisante. Leur impact serait toutefois renforcé si les règles d'origine qu'ils contiennent étaient simplifiées. Ces règles ont une portée directe sur les activités quotidiennes de l'industrie et du commerce. Les ministres ont rappelé que, voilà déjà un certain temps, les pays de l'AELE ont présenté des propositions concrètes en vue de simplifier les règles d'origine et ils ont exprimé le vif espoir que la Communauté répondra bientôt à ces propositions.

La récente réunion entre les délégations du comité de parlementaires des pays de l'AELE et du Parlement européen a été accueillie par les ministres comme une nouvelle extension des contacts entre les pays de l'AELE et la Communauté européenne.

A l'invitation du gouvernement finlandais, la prochaine réunion ministérielle des Conseils de l'AELE aura lieu à Helsinki, le 4 juin 1982.

* * *